

Neuf p. 100 d'intérêt pour 25 ans! Le premier ministre du Québec est-il revenu des États-Unis, de New-York et de Washington avec une brouette remplie de dollars américains? Non. Il est revenu avec un petit morceau de papier sur lequel était écrit: 75 millions, signé par Robert Bourassa et endossé par la province de Québec. Pas une pièce de cinq sous n'a quitté les États-Unis, mais M. Bourassa est revenu avec un papier valant 75 millions de dollars.

• (3.00 p.m.)

Quelques jours après, le premier ministre Bourassa se rendait en Allemagne, en France, en Italie et en Angleterre pour emprunter de l'argent. Est-il revenu avec des brouettes remplies de marks allemands, de francs français, de livres et de livres sterling anglaises? Non! Il est revenu avec d'autres morceaux de papier sur lesquels on avait inscrit des chiffres.

Pourquoi le premier ministre Bourassa n'était-il pas autorisé à faire inscrire les chiffres par la Banque du Canada au lieu de le faire faire par des banquiers américains et allemands, sous prétexte qu'on doit diversifier nos emprunts pour venir en aide aux agriculteurs et à tous les autres Québécois?

Comment provoquerions-nous davantage l'inflation en fabriquant 75 millions en chiffres au Canada, par la Banque du Canada, plutôt que de les faire fabriquer en Allemagne, en Russie ou aux États-Unis? Il y aurait la différence de l'intérêt qu'on doit payer aux autres.

Et pendant que le premier ministre Bourassa était à emprunter partout: en Europe, aux États-Unis, M. Paul Gérin-Lajoie, «porte-queue» du gouvernement actuel, au service de l'organisme d'aide aux pays sous-développés, était en Inde, consentant des prêts sans intérêt, et ce, pour 50 ans! Allons-nous croire que M. Paul Gérin-Lajoie est parti du Canada avec des brouettes de dollars canadiens? Non! Il est parti avec un petit morceau de papier portant l'inscription: 40 millions, sans intérêt, pour 50 ans, et ce, alors que le premier ministre Bourassa était en Europe pour emprunter à un intérêt de 8 ou 9 p. 100. Voilà qui est logique!

Qu'on aille dire cela aux libéraux, alors que le député de Papineau (M. Ouellet) vient dire dans ma région que je suis opposé aux prêts sans intérêt aux pays étrangers. S'il était permis de dire qu'il s'agit d'un menteur, je le dirais, mais comme cela n'est pas permis, je ne le dirai pas. Seulement...

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** A l'ordre. Bien que je ne fus pas à la Chambre lorsque l'honorable député de Témiscamingue a commencé ses remarques, je me demande comment il peut les rattacher à la motion à l'étude, et je l'inviterais à mettre fin à sa digression le plus tôt possible.

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, je dis que, tout en aidant les cultivateurs de l'Ouest avec 100 millions, on va jusqu'à aider en même temps les cultivateurs de l'Inde, en leur consentant un prêt de 40 millions, sans intérêt. Donc, mes propos n'étaient pas tellement éloignés du sujet. Voilà qu'on utilise des sommes d'argent pour aider les autres, alors que moi, je dis qu'on devrait pouvoir en trouver également non seulement pour aider l'agriculture de l'Ouest du Canada, mais tous les autres secteurs de notre activité économique.

Le problème n'est pas seulement de nature agricole; il est général à travers le pays. Quand je donne comme

exemple les agissements de gens qui essaient de présenter une motion dans un but purement politique, parce qu'il y aura une élection en Saskatchewan, je pense que cela est pertinent.

A tout événement, je m'en tiendrai à cette motion, qui ne réglera pas encore le problème des agriculteurs de l'Ouest. L'honorable ministre de l'Agriculture connaît fort bien la solution. S'il était encore créditiste, il parlerait de la même façon que nous, comme il le faisait il y a quelques années, et il trouverait exactement où est le mal, parce qu'il le trouvait, il y a quelques années quand on le comptait dans nos rangs. Il accepterait de dire au gouvernement sa façon de penser. Actuellement, il est pris dans le cabinet: la solidarité ministérielle l'empêche de dire ce qu'il pense. Il sourit quand il nous écoute; cela lui rappelle d'heureux souvenirs, parce qu'il parlait exactement comme nous, il y a quelques années, alors qu'il défendait les cultivateurs...

**L'hon. M. Olson:** Je le fais encore.

**M. Caouette:** ...comme jamais député ne le faisait. Aujourd'hui, il prend la défense des cultivateurs en disant: Contentez-vous de ce que vous avez, nous faisons notre possible.

**L'hon. M. Olson:** Non.

**M. Caouette:** Quand on leur demande: Mais est-ce que vous faites, on répond: Pas grand-chose, mais nous faisons notre possible. Mais quels sont les résultats? Il n'y en a pas encore, mais il y en aura. On va déposséder un, deux, trois, quatre ou cinq cultivateurs pour faire une exploitation agricole communautaire ou plus grande pour deux cultivateurs qu'on endettera par-dessus la tête. On ne leur reverra jamais les oreilles de leur vie, tellement ils seront endettés.

Le ministre de l'Agriculture trouve excellente cette solution pour aider les cultivateurs de l'Ouest. Même si l'on consacrait 100 ou 200 millions de dollars à l'agriculture, ce ne serait pas la solution. La seule solution pour remettre notre agriculture sur pied, c'est de permettre aux consommateurs d'acheter des produits qui sont faits pour eux.

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** A l'ordre. Je regrette devoir interrompre l'honorable député, mais le temps de parole qui lui était alloué est maintenant écoulé.

[Traduction]

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, j'avoue m'être étonné en entendant le ministre de l'Agriculture (M. Olson) nous parler d'abord de la gêne dans laquelle les cultivateurs australiens se trouvent, pour ensuite ajouter que les producteurs de blé canadiens ne sont pas plus mal partagés.

**L'hon. M. Olson:** C'est faux. J'ai commencé par les Canadiens.

**M. Gleave:** Il a fini en nous citant des chiffres pour prouver qu'au fond les cultivateurs canadiens sont vraiment fortunés. Lorsqu'il a comparé les cultivateurs canadiens aux cultivateurs australiens, cela m'a rappelé l'histoire du type dont les cochons étaient malades et se